

INTERVENTION DU MAIRE
A L'OCCASION DE LA FETE NATIONALE
DU 14 JUILLET 2014

Mesdames et Messieurs,

A l'occasion de ce nouveau mandat, je souhaite perpétuer le rite instauré depuis 2008 qui consiste, pour moi, à dire quelques mots lors de la célébration de la Fête Nationale le 14 juillet et de la fin de la première guerre mondiale le 11 Novembre, alors qu'ensemble nous nous trouvons réunis au pied du drapeau Français devant le monument érigé à la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour notre liberté.

Je me réjouis de votre présence qui contribue à ne pas laisser dans l'oubli les sacrifices de ceux qui ont permis que soient défendus les idéaux de Liberté, d'Egalité et de Fraternité qui ont fait la grandeur de la France, et créé les conditions de la démocratie dans laquelle nous évoluons.

Cet héritage s'est révélé depuis 1789 être un véritable progrès social, de la déclaration des Droits de l'Homme à l'instruction laïque gratuite, en passant notamment par l'instauration du Droit du Travail et la consécration de la liberté de la presse.

A cet instant où, habituellement, je rappelle que l'exercice de ce devoir de mémoire ne se résume pas à réveiller en nous les souvenirs d'évènements festifs et conviviaux, en famille ou entre amis, à l'occasion des bals populaires et des feux d'artifices, je voudrais aussi rappeler, comme je l'avais d'ailleurs déjà fait, qu'il avait fallu attendre la Loi du 6 juillet 1880 pour que ce jour du 14 juillet soit institué « jour de fête nationale de la République » pour marquer la Révolution Française.

Ceci pour dire qu'avant que ne puisse être saluée consensuellement la victoire des idées véhiculées par les Grands Hommes du Siècle des Lumières sur l'obscurantisme, du temps a dû s'écouler.

En ce jour de Fête Nationale déclinée sur le plan national, de la capitale à la plus petite des communes, avec l'adhésion et l'enthousiasme que l'on sait, je ne saurais pas m'adresser à vous sans évoquer le débat qui fait rage concernant la réforme territoriale engagée dans la précipitation et menée, si j'ose dire en ce jour de défilé, au pas de charge.

Les enjeux stratégiques interrogent et les conséquences viendront bouleverser un ordre établi avec le temps, avec difficulté aussi, mais toujours avec respect, dans une France sensible à la tradition et à une culture jacobine centralisatrice forte, mais où, à l'évidence, la décentralisation initiée en 1982 avait produit des avancées significatives.

En ces instants de rassemblement républicain, s'il doit être affirmée notre ardente obligation envers les générations futures d'entreprendre des réformes que les évolutions toujours accélérées du monde exigent, il nous est permis de nous interroger sur les impacts financiers, économiques, politiques et culturels réellement poursuivis alors que nos Conseils Généraux, après avoir travaillé sur une carte départementale à redessiner, voient leurs efforts réduits à l'inutile par le nouveau processus de fusion régional engagé.

A l'échelle de notre commune, la raréfaction des ressources publiques, aujourd'hui conjuguée à l'absence de lisibilité de l'organisation administrative du pays, se traduisent par le sentiment d'une forte atteinte, au pire moment, à l'économie locale, mais aussi aux Services Publics de proximité.

En vous témoignant une nouvelle fois toute ma reconnaissance pour votre présence, je dirais aussi qu'en accomplissant, à notre échelon, notre devoir de mémoire, nous participons bien sûr à perpétuer les valeurs républicaines et à défendre la démocratie, mais aussi en nous rappelant d'où nous venons, à au moins pouvoir dire, sinon là où l'on va, du moins là où nous ne voulons pas aller.

Je vous remercie de votre attention.